



## DECLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA EDUCATION AU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION SPECIAL DEPARTEMENTAL DE L'ISERE DU 19 JANVIER 2024

---

### **Monsieur le Directeur académique, mesdames et messieurs les membres du CSA SD 38**

Vous reconnaîtrez notre positionnement vivement exprimé hier dans l'instance académique qui nous réunissait auprès de madame la rectrice.

Ce CSA de préparation de rentrée 2024 se déroule 3 jours après la « grand-messe » du président de la République durant laquelle il a annoncé que par son action depuis 2017 il transforme l'École. Dans les faits, il ne cesse de l'abîmer. Pour l'UNSA Education, Emmanuel Macron berce d'illusions les Français.

Il prétend avoir agi pour les remplacements de longue durée alors que, depuis le début de son quinquennat, il les a aggravés par des suppressions de postes. Si les moyens d'enseignement du privé, financés par l'impôt de tous, bénéficiaient plutôt à l'École publique, les problèmes de remplacement seraient résolus.

Par les mesures annoncées, il prétend réarmer la démocratie alors qu'il la fragilise par l'image qu'il en donne.

Pour l'UNSA Education, sous couvert de « bon sens », le chef de l'État a réussi une fois de plus sa démonstration d'une totale déconnexion et d'une méthode cosmétique. Mais masquer le sous-investissement dans l'École et le renoncement à lutter pour la réussite de tous est un leurre dangereux pour un retour à l'unité.

### **Concernant la préparation de rentrée dans les collèges de l'Isère**

Les principales mesures budgétaires actées au plan national se déclinent désormais localement et vont à nouveau et pourrait-on dire, sans grande surprise, dégrader les conditions d'enseignement.

La préparation de la rentrée du 2nd degré se fait sur la base de la création de + 574 ETP en place des 484 suppressions initialement prévues sur tout le territoire. C'est effectivement lors du CSMAEN du 21/12/2023 que le ministre Attal annonçait des « créations » de postes mais, ne nous y laissons pas prendre, un tel tour de passe-passe, certes téméraire, ne suffira pas à faire avaler à **l'UNSA-Education** la couleuvre des groupes ou des classes de niveaux. Nous y sommes farouchement opposés car, comme le montrent les études sociologiques et en sciences de l'éducation, c'est au contraire d'hétérogénéité et de mixité sociale dont notre Ecole a besoin.

Dans notre académie, la mesure est ramenée à -32 ETP avec un taux d'HSA encore en hausse. Les collèges sont impactés à hauteur de 20,5 ETP malgré une politique affichée par la rectrice de soutien aux collèges.

Pas de doute, l'Education Nationale est une priorité pour notre gouvernance !

Il y a un an jour pour jour, c'est la technologie en sixième qui disparaissait.

Hier, c'est l'heure supplémentaire d'accompagnement personnalisé en mathématiques et en français pour les élèves de 6e qui tombait aux oubliettes au bénéfice de classes de niveaux.

Et aujourd'hui, le « ministre-président » annonce devant les médias de nouvelles mesures pour la rentrée avec le retour de l'histoire des arts, du théâtre dans toutes les classes, de l'EMC renforcé... Mais encore une fois, sans concertation préalable avec les experts du terrain ni même en daignant préciser ses lubies quant aux moyens accompagnant ces mesures à l'heure où tous les acteurs de l'EN travaillent sur la préparation de rentrée. Il n'y a pas que la nouvelle ministre aux multiples casquettes qui fait preuve de mépris envers le corps enseignant, le président est sur le même registre !

La réforme dite du « choc des savoirs » c'est plutôt pour les enseignants choc et désespoir quand on considère :

- La dégradation de leurs conditions de travail,
- La diminution de leur possibilité de formation continue,

- Le renvoi dans leurs écoles des professeurs du 1er degré appelés en renfort au collège il y a tout juste un an,
- La mise à l'écart des professeurs de français et de mathématiques qui ne pourront plus être professeurs principaux en sixième et cinquième,
- La dégradation des conditions de suivi des élèves par les équipes pédagogiques,
- La construction des emplois du temps très contraignante par les équipes encadrantes, aux conséquences délétères pour les enseignants.

En tout état de cause, la répartition des DHG dans les établissements est un casse-tête s'apparentant de plus en plus à la quadrature du cercle sans qu'il ne soit plus possible de penser « pédagogie ». Plus encore cette année, c'est une logique comptable qui s'impose, tellement les moyens sont contraints.

Au plan national, le seul élément positif des mesures concerne la création de moyens dédiés à la lutte contre le harcèlement mais nous déplorons le manque de continuité dans la création de postes de CPE pour renforcer les moyens du service de vie scolaire.

Le refus de prendre à leur juste mesure les défis éducatifs et pédagogiques conduit à des mesures inadaptées voire indécentes. Et même si cette carte scolaire se traduit en positif nationalement, les contraintes d'utilisation des moyens et les choix unilatéraux du ministre Attal et du président Macron sont complètement à l'opposé des constats de besoin en accompagnement des élèves.

Pour conclure, la désaffectation des concours, le problème de recrutement des contractuels sur les postes restés vacants, les rémunérations insuffisantes et le manque de perspectives d'amélioration n'ont provoqué jusqu'à présent qu'un choc de déception. Non seulement le second degré manque cruellement de moyens, mais les moyens existants ne sont pas couverts tant l'image du métier est dégradée.

Là où il faudrait de la stabilité et une vision d'ensemble, le ministère va créer encore bien inutilement des tensions sans apporter de solutions aux vrais problèmes de l'École. Un état critique a été atteint. Et ce ne sont malheureusement pas les propos indécents de la ministre nouvellement nommée qui amèneront l'apaisement nécessaire pour construire l'école de l'épanouissement de toutes et tous, personnels comme élèves.

Outre cette analyse globale de cette préparation de rentrée, et comme évoqué hier en CSAA, nous attendons de cette instance, Monsieur le Dasein, la plus grande transparence et les clés de lecture de ces documents qui permettront d'informer et d'accompagner nos collègues dans les établissements afin que "tout soit possible" à la rentrée prochaine.

***Pour l'UNSA Education***

***Sophie Descaux / Serge Ravel / Gaétan Raffin***